

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/11433]

**23 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les règles en matière de publicité visant la commercialisation d'espèces animales**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 11*bis*, modifié par le décret du 10 novembre 2016 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu le rapport du 16 février 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 61.013/4 du Conseil d'État, donné le 16 mars 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Service : la Direction de la Qualité du Département du Développement de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ;

2° la loi du 14 août 1986 : la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;

3° la personne juridiquement responsable : la personne juridiquement responsable du site internet spécialisé ou de la revue spécialisée ;

4° le gestionnaire d'un établissement agréé : le gestionnaire visé à l'article 1*bis*, 3°, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux ;

5° le service de contrôle : la Direction Anti-braconnage et Répression des pollutions du Département de la Police et des Contrôles de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

6° page restreinte : page publiée sur les réseaux sociaux qui n'est accessible qu'aux personnes autorisées par le gestionnaire de la page et dont le contenu n'est visible que de ces personnes.

**Art. 2.** Lorsqu'elle est autorisée, une annonce publiée sur un site internet spécialisé ou dans une revue spécialisée, visant la commercialisation d'un animal mentionne au minimum :

1° le nom et le prénom de l'annonceur ;

2° le numéro de téléphone ou le courriel de l'annonceur ;

3° le numéro d'agrément lorsque l'annonceur est le gestionnaire d'un établissement agréé ;

4° l'espèce de l'animal, son âge, son genre ;

5° sa race, son croisement ou son absence de race ;

6° le cas échéant, le numéro d'identification de l'animal ;

7° le cas échéant, le statut d'animal stérilisé ;

8° le prix le cas échéant.

La mention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, n'est pas obligatoire lorsque l'annonce :

1° vise la commercialisation d'animaux destinés à des fins de production ;

2° a pour objet la promotion d'une nichée et pour autant que les animaux soient âgés de moins de sept semaines. Dans ce cas, l'annonceur indique le numéro d'identification de la mère de l'animal en lieu et place de celui de l'animal.

L'annonce visant la commercialisation d'un équidé indique si l'équidé est exclu ou non de la chaîne alimentaire.

CHAPITRE II — *Reconnaissance du caractère spécialisé des sites internet et revues*

**Art. 3.** La personne juridiquement responsable introduit auprès du Service, au moyen d'un formulaire disponible sur le portail du Service public de Wallonie, la demande de reconnaissance visée à l'article 11*bis*, § 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 14 août 1986, dûment complétée et signée par elle-même.

La demande de reconnaissance mentionne :

1° la dénomination de la revue ou l'adresse URL du site internet ;

2° l'identité de la personne juridiquement responsable ;

3° les coordonnées d'une personne de contact ;

4° la motivation du caractère spécialisé au sens de la loi du 14 août 1986.

Elle est accompagnée :

1° d'un modèle de publication existante ou projetée ;

2° d'une déclaration sur l'honneur en vertu de laquelle la personne juridiquement responsable s'engage à respecter les dispositions de la loi du 14 août 1986 et de ses arrêtés d'exécution ;

3° d'une déclaration sur l'honneur en vertu de laquelle la personne juridiquement responsable s'engage à informer le Service lors :

- a) d'un changement de la personne juridiquement responsable;
- b) d'un changement de la personne de contact ;
- c) de la cessation de la revue ou du site internet.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Service notifie la reconnaissance dans les soixante jours qui suivent la réception de la demande complète, si les conditions fixées dans la loi du 14 août 1986 et ses arrêtés d'exécution sont remplies.

En cas de refus de reconnaissance, le Service notifie sa décision dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le Service attribue un numéro de reconnaissance pour la revue ou le site internet et le publie sur le portail du Service public de Wallonie.

**Art. 5.** Si un site internet spécialisé ou une revue spécialisée ne satisfait plus aux conditions fixées par la loi du 14 août 1986 et par ses arrêtés d'exécution, le Service retire la reconnaissance.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, si le fait de ne plus satisfaire aux conditions précitées peut être corrigé, le Service peut suspendre la reconnaissance moyennant un délai de quinze jours dans lequel le site internet spécialisé ou la revue spécialisée doit satisfaire aux conditions. Si au terme du délai de quinze jours, le site internet spécialisé ou la revue spécialisée ne répond pas aux conditions précitées, la reconnaissance est retirée.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La personne juridiquement responsable procède à un enregistrement préalable des données de l'annonceur avant la publication d'une annonce.

Les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont les nom, prénom, date de naissance, adresse, numéro de téléphone et, le cas échéant, le numéro d'agrément.

§ 2. Sans préjudice du respect des législations relatives au respect de la vie privée, la personne juridiquement responsable conserve les données visées au paragraphe 1<sup>er</sup> pour une durée de trois ans et les tient à disposition du service de contrôle.

**Art. 7.** Sont repris à un endroit visible de la revue ou du site internet :

- 1° un lien vers le portail du bien-être animal du Service public de Wallonie ;
- 2° le numéro de reconnaissance visé à l'article 4, § 2.

**Art. 8.** Les annonces reprises dans la revue ou sur le site internet sont accompagnées de la mention suivante : « Un animal n'est pas un jouet. L'achat ou l'adoption d'un animal se fait en pleine conscience des responsabilités qui incombent à son nouveau propriétaire. L'abandon d'un animal constitue une infraction susceptible de poursuites pénales ou administratives. ».

La mention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas obligatoire lorsque l'annonce vise la commercialisation d'animaux destinés à des fins de production.

**Art. 9.** Le contenu rédactionnel imposé par l'article 11bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 14 août 1986 couvre spécifiquement l'ensemble des espèces faisant l'objet d'une publicité par une ou plusieurs annonces déposées sur la revue ou le site internet.

#### CHAPITRE III. — *Cas où la publicité est autorisée, hors d'une revue spécialisée ou d'un site internet spécialisé*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Jusqu'au 31 mai 2017, en application de l'article 11bis, § 2, 3°, de la loi du 14 août 1986, toute annonce visant la commercialisation d'espèces animales est autorisée hors d'une revue spécialisée ou d'un site internet spécialisé.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, jusqu'au 31 mai 2017, les annonces visant la commercialisation d'espèces animales qui ne figurent pas sur la liste établie en application de l'article 3bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 14 août 1986 sont interdites. Cette interdiction concerne également les chiens et les chats, sauf s'il s'agit d'annonces publiées dans des revues spécialisées ou sur un site internet spécialisé ou lorsque l'annonce est publiée par une personne possédant un établissement agréé visé à l'article 5 de la loi du 14 août 1986.

§ 2. En application de l'article 11bis, § 2, 3°, de la loi du 14 août 1986, l'annonce visant la commercialisation d'un bovin est autorisée hors d'une revue spécialisée ou d'un site internet spécialisé jusqu'au 31 mars 2018.

§ 3. A partir du 1<sup>er</sup> juin 2017, en application de l'article 11bis, § 2, 3°, de la loi du 14 août 1986 :

1° un éleveur agréé est autorisé à publier des annonces visant la commercialisation des animaux nés au sein de son élevage sur les réseaux sociaux uniquement via une page restreinte dont il est le gestionnaire ;

2° une association autre qu'un refuge est autorisée, suivant les modalités fixées dans une convention conclue avec un refuge, à publier, via les moyens de communication du refuge, des annonces visant à chercher un adoptant pour un animal dont le propriétaire souhaite en faire la cession à titre gratuit.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le Ministre peut prévoir un contenu minimal pour la convention.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2017.

**Art. 12.** Le Ministre qui a le Bien-être animal dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 23 mars 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2017/11433]

**23. MÄRZ 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Vorschriften über die Werbung zur Vermarktung von Tierarten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 11*bis*, abgeändert durch das Dekret vom 10. November 2016;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Berichts vom 16. Februar 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 16. März 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.013/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° das Gesetz vom 14. August 1986: das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere;

3° die rechtlich haftende Person: die rechtlich haftende Person der spezialisierten Website oder der Fachzeitschrift;

4° der Betreiber einer zugelassenen Einrichtung: der in Artikel 1*bis* Ziffer 3 des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren erwähnte Betreiber;

5° Kontrolldienststelle: die Direktion der Bekämpfung der Wilddieberei und der Ahndung der Verschmutzungen der Abteilung Polizei und Kontrollen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

6° Seite mit eingeschränktem Zugriff: auf den öffentlichen Netzwerken veröffentlichte Seite, die nur für die durch den Betreiber der Seite zugelassenen Personen zugänglich ist und deren Inhalt nur für diese Personen sichtbar ist.

**Art. 2** - Falls es zugelassen ist, vermerkt ein auf einer spezialisierten Website oder in einer Fachzeitschrift veröffentlichtes Inserat zur Vermarktung eines Tieres wenigstens:

1° den Namen und Vornamen des Inserenten;

2° die Telefonnummer oder E-Mail-Adresse des Inserenten;

3° die Zulassungsnummer, falls der Inserent der Betreiber einer zugelassenen Einrichtung ist;

4° die Tierart, das Alter und das Geschlecht;

5° die Rasse, die Kreuzung oder das Fehlen einer Rassenzuteilung;

6° Gegebenenfalls die Identifizierungsnummer des Tieres;

7° Gegebenenfalls den Status als sterilisiertes Tier;

8° Gegebenenfalls den Verkaufspreis.

Der in Absatz 1 Ziffer 6 erwähnte Vermerk ist nicht obligatorisch, insofern das Inserat:

1° die Vermarktung von für die Produktion bestimmten Tieren betrifft;

2° die Werbung für einen Wurf betrifft, insofern die Tiere weniger als sieben Wochen alt sind. In diesem Fall gibt der Inserent die Identifizierungsnummer der Mutter des Tieres und nicht die des Tieres selbst an.

Die Anzeige, die die Vermarktung eines Equiden betrifft, gibt an, ob dieser von der Nahrungsmittelkette ausgeschlossen ist, oder nicht.

KAPITEL II — *Anerkennung als spezialisierte Websites und Fachzeitschriften*

**Art. 3** - Die rechtlich haftende Person reicht bei der Dienststelle anhand eines auf dem Internetportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbaren Formulars den in Artikel 11*bis* § 1 Ziffer 1 des Gesetzes vom 14. August 1986 angeführten Anerkennungsantrag ein, den sie ordnungsgemäß ausfüllt und unterzeichnet.

Dieser Anerkennungsantrag umfasst:

1° die Bezeichnung der Fachzeitschrift oder die URL-Adresse der Website;

2° die Identität der rechtlich haftenden Person;

3° den Namen und die Anschrift einer Kontaktperson;

4° die Begründung der fachlichen Eigenschaft im Sinne des Gesetzes vom 14. August 1986.

Ihr wird Folgendes beigefügt:

1° ein Muster der bestehenden oder geplanten Veröffentlichung;

2° eine ehrenwörtliche Erklärung, der zufolge sich die rechtlich haftende Person verpflichtet, die Bestimmungen des Gesetzes vom 14. August 1986 und seiner Ausführungserlasse zu beachten;

eine ehrenwörtliche Erklärung, der zufolge sich die rechtlich haftende Person verpflichtet, die Dienststelle in folgenden Fällen zu informieren:

- a) bei einem Wechsel der rechtlich haftenden Person;
- b) bei einem Wechsel der Kontaktperson;
- c) bei Einstellung der Tätigkeit der Zeitschrift oder der Website.

**Art. 4 - § 1.** Die Dienststelle notifiziert die Anerkennung innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des vollständigen Antrags, falls die in dem Gesetz vom 14. August 1986 und in dessen Ausführungserlassen festgelegten Bedingungen erfüllt sind.

Wird die Anerkennung nicht erteilt, notifiziert die Dienststelle ihren diesbezüglichen Beschluss innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist.

§ 2. Die Dienststelle erteilt der Zeitschrift oder der Website eine Anerkennungsnummer und veröffentlicht diese auf dem Internetportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

**Art. 5 -** Erfüllt eine spezialisierte Website oder eine Fachzeitschrift nicht länger die in dem Gesetz vom 14. August 1986 und in dessen Ausführungserlassen festgelegten Bedingungen, entzieht die Dienststelle die Anerkennung.

Falls der Umstand, dass die vorerwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind, korrigiert werden kann, kann die Dienststelle in Abweichung von Artikel 1 die Anerkennung während einer Frist von fünfzehn Tagen, innerhalb der die spezialisierte Website oder die Fachzeitschrift die Erfüllung dieser Bedingungen erneut gewährleisten müssen, aussetzen. Erfüllen die spezialisierte Website oder die Fachzeitschrift diese vorerwähnten Bedingungen nach Ablauf der fünfzehntägigen Frist nicht, so wird die Anerkennung entzogen.

**Art. 6 - § 1.** Vor der Veröffentlichung eines Inserats nimmt die rechtlich haftende Person die Registrierung der Angaben des Inserenten vor.

Bei den in Absatz 1 genannten Angaben handelt es sich um Namen, Vornamen, Geburtsdatum, Anschrift, Telefonnummer und gegebenenfalls die Zulassungsnummer.

§ 2. Unbeschadet der Beachtung der Gesetzgebung betreffend den Schutz des Privatlebens bewahrt die rechtlich haftende Person die in Paragraph 1 erwähnten Angaben während drei Jahren auf und hält sie der Kontrolldienststelle zur Verfügung.

**Art. 7 -** In der Zeitschrift oder der Website werden gut sichtbar folgende Angaben gemacht:

- 1° ein Link zum Internetportal des Tierschutzes des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 2° die in Artikel 4 § 2 erwähnte Anerkennungsnummer.

**Art. 8 -** Die in der Zeitschrift oder auf der Website veröffentlichten Inserate beinhalten folgenden Vermerk: "Ein Tier ist kein Spielzeug. Der Kauf oder die Adoption eines Tieres geschieht im Bewusstsein der Verantwortung, die auf seinen neuen Besitzer zukommt. Das Aussetzen eines Tieres ist ein Verstoß, der strafrechtlich oder verwaltungsrechtlich geahndet werden kann."

Der in Absatz 1 erwähnte Vermerk ist nicht obligatorisch, wenn das Inserat die Vermarktung von für die Produktion bestimmten Tieren betrifft.

**Art. 9 -** Der durch Artikel 11bis § 1 des Gesetzes vom 14. August 1986 vorgeschriebene redaktionelle Inhalt betrifft spezifisch alle Arten, die Gegenstand einer Werbung in einem oder mehreren Inseraten der Zeitschrift oder der Webseite sind.

### KAPITEL III — Fälle, in denen die Werbung außerhalb einer Fachzeitschrift oder einer spezialisierten Website zulässig ist

**Art. 10 - § 1.** In Anwendung von Artikel 11bis § 2 Ziffer 3 des Gesetzes vom 14. August 1986 ist jegliches Inserat zur Vermarktung von Tierarten außerhalb einer Fachzeitschrift oder einer spezialisierten Website zulässig.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Inserate zur Vermarktung von Tierarten, die nicht auf der in Anwendung von Artikel 3bis § 1 des Gesetzes vom 14. August 1986 festgelegten Liste stehen, untersagt. Dieses Verbot betrifft auch die Hunde und Katzen, es sei denn es handelt sich um in Fachzeitschriften oder auf spezialisierten Websites veröffentlichten Inseraten, oder wenn das Inserat von einer Person veröffentlicht wird, die eine zugelassene Einrichtung nach Artikel 5 des Gesetzes vom 14. August 1986 besitzt.

§ 2. In Anwendung von Artikel 11bis § 2 Ziffer 3 des Gesetzes vom 14. August 1986 ist jegliches Inserat zur Vermarktung von Rindern außerhalb einer Fachzeitschrift oder einer spezialisierten Website bis zum 31. März 2018 zulässig.

§ 3. Ab dem 1. Juni 2017 und in Anwendung von Artikel 11bis § 2 Ziffer 3 des Gesetzes vom 14. August 1986:

1° darf ein zugelassener Züchter Inserate zur Vermarktung der innerhalb seines Betriebs geborenen Tiere in den sozialen Netzwerken auf einer Seite mit eingeschränktem Zugriff, deren Betreiber er ist, veröffentlichen;

2° darf eine Vereinigung, bei der es sich nicht um ein Tierheim handelt, nach den im Rahmen einer mit einem Tierheim geschlossenen Vereinbarung festgelegten Modalitäten über die Kommunikationswege des Tierheims Inserate veröffentlichen, um für ein Tier, das dessen Besitzer unentgeltlich abgeben möchte, eine adoptierende Person zu suchen.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 kann der Minister inhaltliche Mindestanforderungen für diese Vereinbarung festlegen.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 11** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. April 2017 in Kraft.

**Art. 12** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. März 2017

Der Ministerpräsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz  
C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/11433]

**23 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de regels inzake reclame met het oog op de verhandeling van diersoorten**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, artikel 11*bis*, gewijzigd bij het decreet van 10 november 2016 ;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het rapport van 16 februari 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies 61.013/4 van de Raad van State, gegeven op 16 maart 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Dienst : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2° de wet van 14 augustus 1986: de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;

3° de juridisch verantwoordelijke persoon : de persoon die juridisch verantwoordelijk is voor de gespecialiseerde website of het vaktijdschrift;

4° de beheerder van een erkende instelling : de beheerder bedoeld in artikel 1*bis*, 3°, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren;

5° de controledienst : de Directie Bestrijding Stroperij en Milieuverontreiniging van het Departement Ordehandhaving en Controles van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

6° beperkt toegankelijke bladzijde : bladzijde die gepubliceerd wordt op de sociale netwerken, die enkel toegankelijk is voor personen met een machtiging van de bladzijdebeheerder en waarvan de inhoud enkel door die personen ingezien kan worden.

**Art. 2.** Wanneer ze toegelaten is, maakt een advertentie, gepubliceerd op de gespecialiseerde website of in een vaktijdschrift met het oog op de commercialisering van een dier, minstens melding van:

1° naam en adres van de adverteerder;

2° telefoonnummer of e-mail van de adverteerder ;

3° erkenningsnummer wanneer de adverteerder beheerder is van een erkende instelling ;

4° diersoort, leeftijd en geslacht van het dier ;

5° ras, kruising of afwezigheid van ras bij dat dier ;

6° in voorkomend geval, identificatienummer van het dier ;

7° in voorkomend geval, statuut van het gesteriliseerde dier ;

8° prijs in voorkomend geval.

De gegevens bedoeld in lid 1, 6°, zijn niet verplicht wanneer de adverteerder:

1° de commercialisering beoogt van dieren die voor productiedoeleinden zijn bestemd;

2° de promotie beoogt van een nest en voor zover de dieren minstens zeven weken oud zijn. In dat geval vermeldt de adverteerder het identificatienummer van het moederdier in plaats van dat van het dier zelf.

De advertentie die de commercialisering beoogt van een paardachtige deelt mee, of die paardachtige al dan niet van de voedselketen uitgesloten is.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van het gespecialiseerd karakter van websites en tijdschriften*

**Art. 3.** De juridisch verantwoordelijke persoon dient de erkenningsaanvraag, bedoeld in artikel 11bis, § 1, 1°, van de wet van 14 augustus 1986, behoorlijk ingevuld en door bedoelde persoon ondertekend.

De erkenningsaanvraag vermeldt :

- 1° de benaming van het tijdschrift of het URL-adres van de website ;
- 2° de identiteit van de juridisch verantwoordelijke persoon ;
- 3° de adresgegevens van een contactpersoon;
- 4° de motivering van het gespecialiseerd karakter in de zin van de wet van 14 augustus 1986.

Bij deze aanvraag worden gevoegd :

- 1° een type publicatie, zoals bestaand of overwogen ;
- 2° een verklaring op erewoord dat de juridisch verantwoordelijke persoon zich ertoe verbindt de bepalingen in acht te nemen van de wet van 14 augustus 1986 en de uitvoeringsbesluiten ervan;
- 3° een verklaring op erewoord dat de juridisch verantwoordelijke persoon zich ertoe verbindt de Dienst in te lichten bij:
  - a) een verandering van juridisch verantwoordelijke persoon ;
  - b) een verandering van contactpersoon ;
  - c) de stopzetting van het tijdschrift of de website.

**Art. 4.** § 1. De Dienst geeft kennis van de erkenning binnen de zestig dagen volgend op de ontvangst van de volledige aanvraag als de voorwaarden vastgesteld in de wet van 14 augustus 1986 en de uitvoeringsbesluiten ervan vervuld zijn.

Bij weigering van erkenning geeft de Dienst kennis van zijn beslissing binnen de termijn bedoeld in lid 1.

§ 2. De Dienst verleent een erkenningsnummer voor het tijdschrift of de website en maakt dit op het portaal van de Waalse Overheidsdienst bekend.

**Art. 5.** Als een gespecialiseerde website of een vaktijdschrift niet meer voldoet aan de voorwaarden vastgesteld bij de wet van 14 augustus 1986 en de uitvoeringsbesluiten ervan, trekt de Dienst de erkenning in.

In afwijking van lid 1 kan de Dienst, als het niet meer voldoen aan bovenstaande voorwaarden bijgesteld kan worden, de erkenning opschorten mits een termijn van vijftien dagen waarin de website of het vaktijdschrift aan de voorwaarden moet voldoen. Als de gespecialiseerde website of het vaktijdschrift na afloop van een termijn van vijftien dagen niet voldoet aan bovenvermelde voorwaarden, wordt de erkenning ingetrokken.

**Art. 6.** § 1. De juridisch verantwoordelijke persoon verricht een voorafgaande registratie van de gegevens van de adverteerder voor de publicatie van een advertentie.

De gegevens bedoeld in lid 1 zijn de naam, voornaam, geboortedatum, adres, telefoonnummer en, in voorkomend geval, erkenningsnummer.

§ 2. Onverminderd de inachtneming van de wetgevingen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bewaart de juridisch verantwoordelijke persoon de gegevens bedoeld in paragraaf 1 voor een duur van drie jaar en houdt ze ter beschikking van de controledienst.

**Art. 7.** Op een zichtbare plaats van het vaktijdschrift of de gespecialiseerde website staan :

- 1° een link naar de portaalwebsite dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst;
- 2° het erkenningsnummer bedoeld in artikel 4, § 2.

**Art. 8.** In de advertenties gepubliceerd in het vaktijdschrift of op de gespecialiseerde website wordt volgende tekst opgenomen: « Een dier is geen speelgoed. De aankoop of de adoptie van een dier vereist volle verantwoordelijkheidszin van de nieuwe eigenaar. Een dier achterlaten vormt een overtreding waarvoor strafrechtelijke of administratieve vervolging ingesteld kan worden. »

De tekst bedoeld in lid 1 is niet verplicht wanneer de advertentie de commercialisering beoogt van dieren die voor productiedoeleinden zijn bestemd.

**Art. 9.** De redactionele inhoud vereist bij artikel 11bis, § 1, van de wet van 11 augustus 1986 strekt zich specifiek uit over alle soorten waarvoor reclame kan worden gemaakt via één of meerdere advertenties die bij het tijdschrift of de website worden geplaatst.

HOOFDSTUK III. — *Geval waarin reclame toegelaten is buiten een vaktijdschrift of een gespecialiseerde website om*

**Art. 10.** § 1. Tot 31 mei 2017 wordt elke advertentie die de commercialisering beoogt van diersoorten overeenkomstig artikel 11bis, § 2, 3°, van de wet van 14 augustus 1986 toegelaten buiten een vaktijdschrift of een gespecialiseerde website om.

In afwijking van lid 1 zijn de advertenties die de commercialisering beogen van diersoorten die niet opgenomen zijn op de lijst vastgesteld overeenkomstig artikel 3bis, § 1, van de wet van 14 augustus 1986 tot 31 mei 2017 verboden. Dat verbod heeft eveneens betrekking op honden en katten, behoudens als het advertenties betreft, gepubliceerd in vaktijdschriften of op een gespecialiseerde website of indien de advertentie gepubliceerd wordt door een persoon die houder is van een erkende instelling beoogd in artikel 5 van de wet van 14 augustus 1986.

§ 2. Overeenkomstig artikel 11bis, § 2, 3°, van de wet van 14 augustus 1986 worden advertenties voor de commercialisering van runderen toegelaten buiten een vaktijdschrift of een gespecialiseerde website om.

§ 3. Vanaf 1 juni 2017 wordt, overeenkomstig artikel 11bis, § 2, 3°, van de wet van 14 augustus 1986:

- 1° een erkende fokker gemachtigd om advertenties te publiceren voor de commercialisering van dieren geboren in zijn fokkerij, enkel op de sociale netwerken via een beperkt toegankelijke bladzijde waarvan hij beheerder is;
- 2° een andere vereniging dan een dierenasiel gemachtigd om volgens de nadere regels vastgelegd in een overeenkomst gesloten met een dierenasiel via de communicatiemiddelen van dat asiel advertenties te publiceren met het oog op het vinden van een adopteerder voor een dier waarvan de eigenaar kosteloos afstand wenst te doen.

Overeenkomstig lid 1, 2°, kan de Minister een minimuminhoud voorzien voor de overeenkomst.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2017.

**Art. 12.** De Minister bevoegd voor Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening,  
Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201764]

**23 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon abrogeant les dispositions modificatives relatives à l'aide au développement dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 modifiant divers arrêtés en matière d'aide et modifiant l'article 48 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.243, D.245 et 246;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, l'article 48, § 1<sup>er</sup>, 1°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 modifiant divers arrêtés en matière d'aides agricoles, les articles 44, 1°, 48, 51, 52, 54, 57, 59, 2°, 61 et 92;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mars 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mars 2017;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup> ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs prévoit en son article 48 que seules les terres en jachère qui n'ont pas été une prairie permanente durant une des cinq années précédant l'intégration dans ces surfaces sont considérées comme étant des surfaces d'intérêt écologique;

Considérant que dans le cadre de l'analyse des fiches ISAMM, la Commission estime que cette disposition n'est pas compatible avec les règles du verdissement, en particulier celles définies à l'article 45 du Règlement délégué n° 639/2014 et que l'exclusion des surfaces qui ont été précédemment couvertes par des prairies permanentes n'est pas justifiée aux fins des surfaces d'intérêt écologique puisque cette exclusion n'est pas expressément prévue par la législation européenne;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en conformité la législation régionale avant la date butoir de dépôt des demandes uniques des agriculteurs déclarant des superficies sur le territoire de la Région wallonne afin que ceux-ci puissent introduire leur demande ou la corriger dans les délais prévus par la Règlementation;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole tel que modifié par l'arrêté du 2 février 2017 aurait dû prévoir l'octroi d'une aide au développement en vue d'octroyer une aide à l'installation aux personnes passant du statut d'agriculteur à titre complémentaire à celui d'agriculteur à titre principal;

Considérant que cette modification a été soumise à la Commission européenne dans le cadre des modifications du programme wallon de développement rural fin 2016;

Considérant que la Commission estime que dès lors que l'agriculteur est actif à titre complémentaire, cet agriculteur agit comme chef de son exploitation et ce, même si celle-ci n'est pas rentable, ou qu'il n'a pas l'expérience requise;

Considérant qu'il en résulte que le demandeur d'une aide au développement est installé précédemment et qu'il ne répond donc pas à la condition de première installation établie à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ), du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;